



# Campagne 2023 / Auvergne Rhône-Alpes



## LES AIDES AUX AGRICULTEURS BIO

### Notice d'information du réseau des producteurs bio d'AuRA – Mai 2023

#### Quelques infos transversales sur la nouvelle PAC 2023-27

L'Etat reprend la gestion de l'ensemble des aides agricoles du 1<sup>er</sup> pilier de la PAC (DPB, aides couplées et découplées, éco-régime) et des aides liées à la surface (mesure « conversion », MAEC systèmes et localisées, ICHN) ou assimilées (prédation, assurance récolte). Sauf exception, le seuil plancher de paiement des aides directes (1<sup>er</sup> pilier) est de 200 €.

- ✓ Les aides dites « **découplées** » (éco-régime, paiement redistributif, aide complémentaire au revenu des JA) ne peuvent être activées **qu'avec** détention de DPB (entier ou partiel).
- ✓ Les aides **couplées** peuvent être activées **sans** détention de DPB (entier ou partiel).

La Région AuRA gère les aides non liées à la surface (investissements, installation notamment DJA, MAEC forfaitaires / api / races menacées).

A partir de 2023, seuls les **“agriculteurs actifs”** (affiliés ATEXA et n'ayant pas fait valoir leurs droits à la retraite) pourront bénéficier des aides de la PAC, tous dispositifs confondus. La date limite de dépôt des dossiers sous TéléPAC est fixée au **31 mai 2023** (au-delà, il s'agira d'un dépôt dit « tardif » avec réduction des aides) sauf pour les aides animales (à déposer avant le 15/05/2023). Une fois déposé, le dossier PAC peut désormais encore être corrigé jusqu'au 20/09/2023 via la télé-déclaration (extension de la procédure du « droit à l'erreur »).

Notice non exhaustive, ne mettant l'accent que sur les principales aides accessibles aux producteurs bio et/ou en conversion bio.



: dispositifs présentant une spécificité bio /  : nouveautés 2023

## SOMMAIRE

### Aides découplées ..... 2



Eco-régime



Autres aides découplées

### Aides couplées ..... 4



Légumineuses à graines



Légumineuses fourragères



Maraîchage



Veau bio / sous la mère

### Aides à la surface ..... 6



Mesure Conversion Bio

### Conditionnalité ..... 8



Point sur les BCAA

### Aides non surfaciques..... 9



Investissements



MAEC Forfaitaires



Dotation Jeunes Agriculteurs

### Dispositifs fiscaux..... 15



Les crédits d'impôt

### Focus transversal :

### Règles de cumul et FAQ..... 17

NB : toutes les aides (PAC, filières...) ne sont pas listées ici. Compléments sur <https://agriculture.gouv.fr/la-pac-2023-2027-en-un-coup-doeil>

et sur

<https://www.franceagrimer.fr/Accompagner/Dispositifs-par-filiere/Aides-nationales>

REDACTION : MAI 2023

Anne HAEGELIN, FRAB AuRA

Réalisé avec le soutien de :



(La responsabilité des financeurs n'est pas engagée dans le contenu de cette note.

Document réalisé dans la limite des infos disponibles lors de sa rédaction)

NEW

# Eco-régime



## AIDES DECOUPLEES



**L'ECO-REGIME** est une nouveauté de la PAC 2023-2027, qui vise à rémunérer les services environnementaux mis en place par les agriculteurs. Il relève du 1<sup>er</sup> pilier de la PAC et remplace le « paiement vert » de la précédente PAC (en partie, certaines exigences relevant désormais de la conditionnalité => obligatoires mais non rémunérées). L'éco-régime est un paiement direct, découplé, uniforme, versé annuellement sur tous les hectares admissibles de l'exploitation et tenant compte des pratiques mises en œuvre.



**MONTANTS & MODALITES** : l'éco-régime est accessible à tout agriculteur actif disposant d'au moins 1 DPB (ou fraction de DPB – Taille minimale de la fraction : 0,01 DPB), par l'une des 3 voies au choix : celle des **pratiques**, celle de la **certification**, ou celle de la **biodiversité**. Seule la voie « certification » permet un niveau de rémunération spécifique à l'agriculture biologique, à **110 € / ha**. L'éco-régime présente 2 autres niveaux de rémunération : un niveau de base à 60€/ha, et un niveau supérieur à 80€/ha (selon le niveau des pratiques en place). Un « bonus haie » complémentaire de **7€/ha** peut être cumulable avec les voies « pratiques » et « certification » (y compris avec le niveau « bio »).



### BENEFICIAIRE & CONDITIONS SPECIFIQUES :

#### Pour l'éco-régime « bio » : 110 € / ha



- ✓ Avoir 100% de ses surfaces certifiées bio ou en conversion,
- ✓ Ne pas avoir d'aide « Conversion » sur la totalité de sa SAU (il n'y a pas de seuil de « surface minimale non aidée »).



#### Pour le bonus « haies » : 7 € / ha de surface admissible

Au moins 6% de haies sur la SAU et au moins 6% sur terres arables si l'exploitation en a (calcul du % sur la base d'une équivalence de 1ml=20m<sup>2</sup>), avec certification « gestion durable des haies » obligatoire (notamment « Label Haie » de l'AFAC ; liste des certifications acceptées fixée par arrêté).



**Pour les fermes qui n'ont pas toute leur surface en bio ou en conversion**, ou qui touchent la CAB sur 100% de leur SAU : elles ne peuvent accéder à l'éco-régime que par les autres voies et avec des niveaux de rémunération inférieurs (60 ou 80€/ha).

⇒ Voir règles de cumul / non cumul : fiche transversale (page 17)



**Important** : Il est nécessaire d'activer 1 DPB ou une FRACTION de DPB pour bénéficier des aides découplées. Les formulaires de transfert de DPB doivent être transmis à la DDT au plus tard le 15 mai 2023.



- ➔ Plus d'infos sur la page du site du Ministère dédiée aux [paiements découplés de la PAC 2023](#) et dans l'annexe n°6 dédié à l'éco-régime dans le recueil « [La PAC 2023-2027 en un coup d'œil](#) »
- ➔ Accès aux **formulaires** de transfert de DPB sur la page des [notices 2023 du portail TELEPAC](#)

# Autres aides découplées

## AIDE DE BASE AU REVENU (DPB)



Poursuite du système des DPB (Droit à Paiement de Base / 1<sup>er</sup> pilier PAC) mis en place sur la période 2015-2022, avec maintien des DPB existants (pas de remise à zéro) et mise en réserve des droits non activés en 2022 et 2023, notamment pour les jeunes et les nouveaux agriculteurs. Les DPB ne donnent droit à un paiement QUE pour les agriculteurs « actifs » ET SI les DPB sont activés sur des surfaces admissibles (quel que soit le couvert de la parcelle) déclarées par ce même agriculteur. L'activation d'un DPB (ou fraction de DPB – Taille minimale de la fraction : 0,01 DPB) est un préalable indispensable pour prétendre à toutes les aides découplées. Des transferts (définitifs) de DPB (ou fractions) entre producteurs sont possibles et doivent être enregistrés avant le 15 mai pour être pris en compte pour la campagne PAC 2023.

Montant indicatif des DPB en 2023 : **127 €** (avec convergence progressive du montant unitaire des DPB prévue entre 2023 et 2027).



- ➔ **Plus d'infos** sur la page du site du Ministère dédiée aux [paiements découplés de la PAC 2023](#) et dans l'annexe n°5 dédié aux DPB dans le recueil « [La PAC 2023-2027 en un coup d'œil](#) »
- ➔ Accès aux **formulaires** de transfert de DPB sur la page des [notices 2023 du portail TELEPAC](#)



## AIDE COMPLEMENTAIRE AU REVENU POUR LES JEUNES AGRICULTEURS (ACJA)



Aide complémentaire forfaitaire (1<sup>er</sup> pilier PAC), versée pour une période maximale de 5 ans, par exploitation éligible, indépendamment de sa surface, pour tout « jeune agriculteur » selon la même définition que pour la DJA (avoir au plus 40 ans à la date de sa 1<sup>ère</sup> demande d'ACJA, formation agricole de niveau 4 ou supérieur, être agriculteur actif, avoir activé 1 DPB ou 1 fraction de DPB [au moins 0,01 DPB]) lors de sa 1<sup>ère</sup> installation qui doit avoir eu lieu l'année de la demande ou dans les 5 années civiles précédant sa première demande d'ACJA. Transparence GAEC dans la limite du nombre de « JA » du GAEC. Aide cumulable avec la DJA (*aide non surfacique* : cf p.12-13).

Montant indicatif de l'ACJA forfaitaire en 2023 : **4 469 € par exploitation**



- ➔ **Plus d'infos** sur la page du site du Ministère dédiée [au paiement complémentaire aux JA](#)



## AIDE REDISTRIBUTIVE COMPLEMENTAIRE



Paiement du 1<sup>er</sup> pilier de la PAC, qui remplace le paiement redistributif de la programmation 2015-2022. S'applique sur les 52 premiers hectares admissibles des exploitations éligibles, dès lors qu'elles activent 1 DPB ou une fraction de DPB [au moins 0,01 DPB].

Montant indicatif de l'aide redistributive en 2023 : **48 €/ha** (avec transparence GAEC)



- ➔ **Plus d'infos** sur la page du site du Ministère dédiée [au paiement redistributif complémentaire](#)



# Aides couplées végétales



## AIDE AUX LEGUMINEUSES A GRAINES

Aide visant à renforcer la production de légumineuses à graines pour consolider l'autonomie protéique dans l'alimentation des élevages, améliorer la résilience des exploitations de grandes cultures et répondre à la demande croissante de légumes secs en alimentation humaine (1<sup>er</sup> pilier PAC).



Cultures éligibles : protéagineux (pois, féverole, soja, lupin) ou légumes secs récoltés en graine après le stade de maturité laiteuse (nouvelles cultures éligibles : *lentilles, haricots secs, pois chiches, pois cassés* et fèves) ; légumineuses fourragères pures destinées à la déshydratation ou à la production de semences (sous contrat). Les mélanges de céréales et de protéagineux sont éligibles si présence de protéagineux supérieure à 50 % dans le mélange de semences implantées (en nombre de graines).

Montant indicatif de l'aide aux légumineuses à graines en 2023 : **104 €/ha**



## AIDE AUX LEGUMINEUSES FOURRAGERES

Aide visant à renforcer la production de légumineuses fourragères pour consolider l'autonomie protéique dans l'alimentation des élevages (1<sup>er</sup> pilier PAC). Aide accessible aux éleveurs détenant au moins 5 UGB (herbivores ou monogastriques) et/ou aux céréaliers cultivant ces légumineuses et ayant un contrat direct avec un éleveur détenant au moins 5 UGB (*nouveau : élargissement de l'accès à l'aide. Un éleveur peut bénéficier de cette aide ET avoir un contrat avec 1 ou plusieurs céréaliers qui bénéficient aussi de cette aide*).



Cultures éligibles : légumineuses fourragères (luzerne, trèfle...) en tant que culture principale l'année de la demande d'aide (hors production de semences), en pur ou en mélange (entre elles ou avec d'autres) si le mélange contient au minima 50 % de semences de légumineuses fourragères à l'implantation. Les mélanges légumineuses/graminées sont éligibles uniquement l'année du semis.

Montants indicatif de l'aide aux légumineuses fourragères en 2023 : **149 €/ha**



## AIDE COUPLEE AU MARAICHAGE

Nouvelle aide forfaitaire visant à soutenir les petites exploitations maraîchères, attribuée par surface en légumes et petits fruits rouges (1<sup>er</sup> pilier PAC). Accessible uniquement aux fermes de 3 ha de SAU max et ayant au moins 0,5 ha en légumes frais (sauf pomme de terre primeur) et/ou petits fruits rouges (PPAM non éligibles). Cultures sous tunnel éligibles. Liste des cultures éligibles en cours de finalisation par le Ministère de l'Agriculture. Les surfaces non productives & non entretenues ne rentrent pas dans la SAU.

Montant indicatif de l'aide maraichage en 2023 : **1 588 €/ha** (avec transparence GAEC)



**Important** : Il n'est pas nécessaire d'activer 1 DPB (ou fraction DPB) pour bénéficier des aides couplées.

➔ **Plus d'infos** sur l'ensemble de ces aides sur la page du site du Ministère dédiée [aux aides couplées végétales](#)





### AIDE AU VEAU BIO / VEAU SOUS LA MÈRE

Aide visant à soutenir la production des veaux sous la mère (label rouge ou IGP) et des veaux issus de l'agriculture biologique.

#### Critères d'éligibilité spécifiques pour l'aide aux veaux bio :



#### ✓ **Demandeur :**

- être agriculteur actif,
- avoir élevé des veaux issus de l'agriculture biologique au cours de l'année civile précédant la demande d'aide (donc en 2022),
- être engagé en agriculture biologique pour la production de veaux au plus tard au cours de l'année civile précédant la demande d'aide (donc en 2022) : *certificat bio à joindre*



#### ✓ **Animaux éligibles :**

- veaux de type racial viande, mixte ou issus d'un croisement avec l'un de ces types raciaux ;
- élevés selon le règlement de l'agriculture biologique ;
- détenus au moins 45 jours sur l'exploitation ;
- abattus entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 décembre 2022, à un âge strictement compris entre 3 mois et 8 mois (soit maximum à 8 mois – 1 jour) et répondant à des critères de qualité minimum (conformation : pas de classe O ou P / engraissement : pas de classe 1 / aucun critère de couleur minimum) ;
- identifiés et enregistrés conformément aux dispositions prévues dans la réglementation sanitaire générale.



- ✓ **Date limite** de dépôt de la demande d'aide : **le 15 mai 2023** (sous téléPAC) (dépôt dit « tardif » possible uniquement jusqu'au 9 juin 2023)



Montant indicatif de l'aide aux veaux bio en 2023 : **66 € / animal**

(NB : il n'y a plus de bonification de l'aide en cas de commercialisation via une OP)



**Important** : Il n'est pas nécessaire d'activer 1 DPB (ou fraction DPB) pour bénéficier des aides couplées.



- ➔ **Plus d'infos** sur la page du site du Ministère dédiée [à toutes les aides couplées animales](#)
- ➔ Accès au **formulaire et à la notice** pour l'aide Veau bio / VSLM sur la page des [notices 2023 du portail TELEPAC](#)





**L'AIDE A LA CONVERSION BIO** vise à accompagner et à inciter les agriculteurs à s'engager en agriculture biologique, en compensant les surcoûts liés à l'adoption des pratiques et des méthodes de production de l'agriculture biologique. Il s'agit d'un dispositif relevant du 2<sup>ème</sup> pilier de la PAC, géré par l'Etat, à demander via le dossier PAC. En France, l'objectif est d'atteindre 18% de SAU bio nationale en 2027.

## MONTANTS & MODALITES :



**Plafond** : 18 000 €/ferme/an, avec application de la transparence GAEC  
48 000 €/ferme/an sur Aires Alimentation Captage (AAC) avec transparence GAEC

**Plancher** : 300 € uniquement pour la 1<sup>ère</sup> année (NB : il n'y a pas de surface minimale à engager)

**Païement annuel** : le montant maximum d'aide annuelle est déterminé par le montant de l'aide CAB établie sur la base de l'assolement de la 1<sup>ère</sup> année.



TYPES DE COUVERT	MONTANTS (par ha et par an)
(NB : Liste de correspondance avec les codes « cultures » de la PAC disponible dans la « notice CAB – Campagne 2023 »)	
Landes, estives et parcours associés à un atelier d'élevage (1)	44
Prairies (temporaires ou permanentes) associées à un atelier d'élevage (1)	130
Cultures annuelles	
Légumineuses fourragères, en pur ou et en mélanges avec au moins 50% de légumineuses à l'implantation (2)	350
Surfaces en jachère (un seul paiement au cours des 5 ans d'engagement)	
Semences de céréales, de protéagineux et de plantes fourragères (3)	
Viticulture (raisins de cuve)	350
Plantes à Parfum, Aromatiques et Médicinales (PPAM) : lavande et lavandin	350
Cultures légumières de plein champ et betterave sucrière	450
Maraîchage et arboriculture (4), autres PPAM, Semences potagères et semences de betteraves industrielles (3)	900



(1) : Avec chargement minimum de 0,2 UGB/ha SFP (animaux devant être en bio ou en conversion dès la 3<sup>ème</sup> année)  
Il n'y a plus d'ajustement de ce seuil au chargement ICHN pour les fermes / zones concernées.



(2) : Pour les prairies à dominante « légumineuses », l'assolement avec une céréale, un oléagineux ou un protéagineux n'est plus obligatoire au cours des 5 ans d'engagement en CAB

(3) : Production de semences pour la commercialisation ou l'expérimentation (uniquement sous contrat ou convention)

(4) : avec seuils de densité minimale par type de vergers, valables sur toute la durée du contrat CAB (voir ci-dessous)

## BENEFICIAIRE & CONDITIONS SPECIFIQUES :



### ✓ Demandeur :

- Etre agriculteur actif,
- Le départ à la retraite est désormais un motif suffisant pour autoriser une résiliation du contrat CAB en cours de route, sans sanction (avec ou sans cession des parcelles).



### ✓ Surface :

- Toutes surfaces en 1<sup>ère</sup> ou en 2<sup>ème</sup> année de conversion sont éligibles, à condition de ne pas avoir déjà bénéficié de la CAB (ou de la MAB) lors des 5 années précédentes.
- Engagement à la parcelle sur un contrat de 5 ans
- Vergers productifs : seuil de densité minimale fixé à 70 arbres/ha sauf pour :
  - Noisetiers : 125 arbres/ha
  - Amandes, noix, pistaches : 50 arbres/ha
  - Caroubes : 30 arbres/ha
  - Châtaigneraies : 50 arbres/ha ou production mini de 800kg/ha/an



.../...

.../...



✓ **Articulation entre les 2 programmations PAC (période 2017-22 et période 2023-27) :**

Les surfaces engagées en CAB avant 2023 continuent leur contrat jusqu'à leur terme et dans les mêmes conditions (montants par ha, assolement, chargement, plafonds...). Seuls les nouveaux contrats CAB débutant en 2023 sont concernés par les conditions et montants indiqués ici.



✓ **Calendrier :**

- Avant toute demande d'aide, il est obligatoire de notifier son activité en agriculture biologique auprès de l'Agence Bio (<https://notification.agencebio.org/homepage>) et de s'engager auprès d'un des organismes certificateurs (OC) agréés pour l'agriculture biologique (*liste disponible [ici sur le site de l'Agence bio](#)*) ; n'hésitez pas à demander plusieurs devis avant de vous engager. Votre OC produira ensuite les documents justificatifs nécessaires pour l'instruction de l'aide CAB.
- Dépôt de la demande dans le cadre du dossier PAC, soit à partir du 1<sup>er</sup> avril 2023 et au plus tard **le 31 mai 2023** (sous téléPAC). **ATTENTION** : les engagements en CAB seront toutefois pris en compte **à partir du 15 mai 2023**.
- Joindre au dossier PAC le **certificat de conformité bio et les attestations PA et/ou PV pour 2023** ; ces documents doivent inclure la date du 15/05/2023 dans leur période de validité. Pour la 1<sup>ère</sup> demande de CAB, ces justificatifs peuvent être transmis ultérieurement (au plus tard le 20/09/2023).



✓ **Renseigner les surfaces sur Cartobio : (facultatif – en test sur la campagne PAC 2023)**

Les exploitants peuvent renseigner leurs surfaces en bio sur l'outil numérique : <https://cartobio.org>. L'OC valide ensuite le caractère « bio » des surfaces lors du contrôle. A partir de la campagne PAC 2024, si l'OC utilise Cartobio, les documents papiers (certificat et attestations) ne seront plus à envoyer avec le dossier PAC.



✓ **Articulation entre CAB et autres aides :**

Retrouver le récapitulatif des règles de cumul / non cumul entre la CAB et les autres aides accessibles aux producteurs bio et/ou en conversion dans le « focus » transversal (*page 17*)



**Important** : Il n'est pas nécessaire d'activer 1 DPB (ou fraction DPB) pour bénéficier des aides surfaciques du 2<sup>ème</sup> pilier. Il est en revanche nécessaire de répondre à l'ensemble des exigences de la conditionnalité (BCAE), même en étant engagé en bio et/ou en conversion.



- ➔ **Plus d'infos** sur la page du site du Ministère dédiée [à la mesure Conversion à la bio](#)
- ➔ Accès au **formulaire et notices** liées au dossier PAC sur la page des [notices 2023 du portail TELEPAC](#)
- ➔ Accès à la [notice nationale Aide à la conversion bio \(CAB\)](#) pour la campagne 2023





## Conditionnalité (BCAE)



**LA CONDITIONNALITE DES AIDES** est un ensemble de règles à respecter pour tout agriculteur sollicitant des aides PAC depuis 2003, qu'il s'agisse des paiements directs (couplés ou découplés) comme des autres aides (aux investissements, à la surface, forfaitaires...). Cela recouvre à la fois le respect d'exigences réglementaires en matière de gestion et les bonnes pratiques agricoles et environnementales (9 BCAE), les seules détaillées ici.



A partir de 2023, certains éléments qui relevaient jusqu'à présent du « paiement vert » ont été intégrés aux BCAE (biodiversité, rotation, maintien des prairies permanentes, protection des prairies sensibles et des zones humides), ce qui peut impacter les producteurs bio qui étaient jusqu'à présent « exemptés » de ces obligations.

### LES PRINCIPAUX POINTS DE VIGILANCE POUR LES FERMES BIO :

#### **Domaine « Changement climatique » (atténuation et adaptation)**



- ✓ **BCAE 1** : Maintien des prairies permanentes (ratio régional à conserver)  
*Les prairies bio sont désormais prise en compte dans la vérification du maintien du ratio de prairies permanentes sur la région (référence 2018).*
- ✓ **BCAE 2** : Protection des zones humides et des tourbières  
*Mis en œuvre prévue à partir de 2024*
- ✓ **BCAE 3** : Interdiction du brûlage du chaume, *sauf pour raisons phytosanitaires*

#### **Domaine « Eau »**



- ✓ **BCAE 4** : Protection des cours d'eau  
*Bandes tampons obligatoires le long des cours d'eau, y compris fossés et canaux d'irrigation*

#### **Domaine « Sol » (protection et qualité)**



- ✓ **BCAE 5** : Gestion du travail du sol, pour réduire la dégradation et l'érosion
- ✓ **BCAE 6** : Couverture minimale des sols nus pendant les périodes sensibles  
*Extension de la couverture minimale du sol hors zones vulnérables (couverts semés, repousses, mulch ou chaumes) pendant au moins 6 semaines entre le 1<sup>er</sup> septembre et le 30 novembre*



- ✓ **BCAE 7** : Rotation obligatoire des cultures (sur terres arables)  
*Exemption pour fermes dont 100% des terres arables sont bio (ou en conversion)*

#### **Domaine « Biodiversité et Paysage »**



- ✓ **BCAE 8** : Biodiversité : protection et maintien
  - ✓ *Respect d'une part minimale des terres arables (dont jachères) consacrée aux éléments favorables à la biodiversité (2 modalités possibles) : concerne tous les agri (exemption si ferme < 10 ha Sde AU ou +75% de la SAU en herbe)*
  - ✓ *Maintien des éléments topographiques : concerne tous les agriculteurs*
  - ✓ *Interdiction de taille des arbres et haies en période de nidification (du 16/03 au 15/08) : concerne tous les agriculteurs*



- ✓ **BCAE 9** : Non labour des prairies permanentes sensibles en site Natura 2000 (travail superficiel et sur-semis autorisés) : Aucune exemption, même pour les bio



➔ **Plus d'infos** sur la page du site du Ministère dédiée [à la conditionnalité des aides PAC](#) (avec détails par BCAE)



# Aides aux investissements



**LES AIDES AUX INVESTISSEMENTS** sont gérées par la Région AuRA. Les différentes mesures sont ouvertes progressivement depuis début janvier 2023 ; il convient donc de vérifier régulièrement la mise à jour des informations et l'ouverture de nouvelles mesures. Toutes les demandes d'aides sont à déposer en ligne via une plate-forme dédiée (guichet unique régional dématérialisé), accessible à partir des pages « aides » du site de la Région AuRA. Sauf mention contraire, dépôt et instruction des demandes « au fil de l'eau ».



➔ **Plus d'infos** sur toutes ces aides via la [rubrique « Aides » du site de la Région AuRA](#) :  
Clefs de tri : « Zoom sur : **FEADER** » et « Domaine d'activité : **agriculture & pastoralisme** »



## **AIDE AUX INVESTISSEMENTS EN ELEVAGES (MESURE 201)**

Aide visant à soutenir les fermes d'élevage dans leur modernisation et leur adaptation aux changements climatiques : concerne les bâtiments (élevage, stockage...), le pâturage, l'abreuvement au pâturage, la fabrication d'aliments du bétail à la ferme... Un seul dépôt de dossier possible par type de projet sur la période 2023-27 (10 types de projet existants)

- **Plafonds** : 225 000 € HT pour bâtiments / 50 000 € HT pour autres investissements (transparence GAEC dans la limite de 3)
- **Plancher** : 10 000 € HT de dépenses
- **Taux de subvention** : 30%
  - +5% si JA ou nouvel installé
  - +5% en zone de montage ou +10% en zone de haute-montagne
  - Pas de bonification « bio » mais l'AB donne des points pour la sélection des dossiers (20 pts si AB / 30 pts pour création de parcours extérieurs – note éliminatoire : 29/100)
- **Précision** : chiffrage des dépenses variable selon les types de projet (forfaitaires ou réelles). Pour les coûts forfaitaires (projets types 1 / 2 / 5), formulaires spécifiques à remplir (différents selon les productions). Se référer à la « notice option coûts simplifiés ».



➔ **Plus d'infos** (dépenses éligibles, procédures...) dans l'appel à projet sur la [page de la mesure 201](#)



## **AIDE AUX INVESTISSEMENTS EN PRODUCTIONS VEGETALES (MESURE 202)**

Aide visant à soutenir investissements en matériel pour les productions végétales permettant de limiter la pression sur l'environnement, avec 2 gammes de matériels identifiés : soit pour la réduction de l'usage des produits phytosanitaires, soit pour la maîtrise de l'épandage des engrais. Matériels neufs ou d'occasion (*pas d'auto-construction*). Seuls 3 dépôts de dossier sont possibles sur la période 2023-2027.

- **Plafond** : 50 000 € HT de dépenses (transparence GAEC dans la limite de 2)
- **Plancher** : 5 000 € HT de dépenses
- **Taux de subvention** : 25%
  - +5% si nouvel installé
  - +10% pour le matériel de suppression de produits phytosanitaires (cf liste de l'AAP)
  - Pas de bonification « bio » mais l'AB donne des points pour la sélection de dossiers (15 pts si AB – note éliminatoire : 29/100)



➔ **Plus d'infos** (dépenses éligibles, procédures...) dans l'appel à projet sur la [page de la mesure 202 .../...](#)

# Aides aux investissements (suite)

.../...

## AIDE AUX INVESTISSEMENTS LIMITANT LES RISQUES CLIMATIQUES ET SANITAIRES EN PRODUCTIONS VEGETALES (MESURE 203)



Aide de soutien aux investissements en ferme pour protéger les productions végétales contre les aléas climatiques et sanitaires (hors céréales et oléagineux) et ainsi limiter les évolutions de revenus liées aux aléas. Matériels neufs ou d'occasion (selon types de matériels et mode de calcul des dépenses). Auto-construction et consommables inéligibles (ex : bougies...). Seuls 3 dépôts de dossier sont possibles sur la période 2023-2027.

- **Plafond** : 200 000 € HT de dépenses (transparence GAEC dans la limite de 2)
- **Plancher** : 5 000 € HT de dépenses
- **Taux de subvention** : 40% en horticulture / 50% pour les autres productions
  - +10% si nouvel installé
  - +10% pour investissement en viticulture AB ou SIQO pour autres productions
  - +10% pour zone de montagne
  - Bonifications cumulables entre elles dans la limite de 70% de taux total
  - L'AB donne des points pour la sélection de dossiers  
(8 pts si AB– note éliminatoire : 26/100)



➔ **Plus d'infos** (dépenses éligibles, procédures...) dans l'appel à projet sur la [page de la mesure 203](#)



## AIDE AUX INVESTISSEMENTS POUR LA SOUVERAINETE ALIMENTAIRE LOCALE EN PRODUCTIONS VEGETALES (MESURE 301)



Aide de soutien aux investissements dans des productions végétales à enjeu de relocalisation et de souveraineté régionale, permettant la plantation, la récolte et le développement de toutes productions végétales hors céréales et oléagineux (cultures annuelles), horticulture et viticulture. L'objectif est d'encourager les productions végétales adaptées mais insuffisamment produites, émergentes et/ou marginales dans la région, apportant de la valeur ajoutée aux exploitations et une plus grande souveraineté régionale. Seuls 3 dépôts de dossier sont possibles sur la période 2023-2027.

- **Plafond** : 160 000 € HT de dépenses (transparence GAEC dans la limite de 2)
- **Plancher** : 5 000 € HT de dépenses
- **Taux de subvention** : 20% pour plants et plantation / 30% pour matériels
  - +10% si nouvel installé
  - +10% pour SIQO ou productions sous marque régionale
  - Pas de bonification « bio » mais l'AB donne des points pour la sélection de dossiers  
(9 pts si AB– note éliminatoire : 26/100)



➔ **Plus d'infos** (dépenses éligibles, procédures...) dans l'appel à projet sur la [page de la mesure 301](#)



# Aides aux investissements (fin)

.../...

## AIDE AUX INVESTISSEMENTS POUR L'IRRIGATION AGRICOLE EN FERME (MESURE 205)



Aide de soutien aux investissements pour l'adaptation des exploitations à la raréfaction de l'eau, tout en préservant la ressource. Mesure accessible aux **agriculteurs actifs** (y compris jeunes agriculteurs), aux **CUMA** et aux **collectivités** SI les investissements sont localisés sur des exploitations. Mesure présentant 3 volets :

- Les projets d'amélioration des infrastructures existantes (sans augmentation de la surface irriguée), qu'il s'agisse de projets visant l'économie d'eau, la substitution ou le recyclage de l'eau, et les études de faisabilité qui s'y rapportent (NB : réhabilitation et entretien des ouvrages existants : inéligibles)
- Le développement de l'irrigation (avec augmentation des surfaces irriguées)
- Les projets de protection contre le gel par aspersion

Conditions d'éligibilité spécifiques à chaque type d'investissement : [voir détails dans l'appel à projet](#). Les projets déjà financés sur la période 2017-2022 ne peuvent pas être à nouveau financés.

- **Plafond** : 200 000 € HT de dépenses (transparence GAEC dans la limite de 3)
- **Plancher** : 5 000 € HT de dépenses
- **Taux de subvention** : 40% avec modulations cumulables dans la limite de 70% maxi
  - +10% si nouvel installé
  - +15% pour les projets collectifs
  - +15% pour les projets de type « A » sur les territoires prioritaires SDAGE et visant « d'atteindre et de préserver l'équilibre quantitatif »



➔ **Plus d'infos** (dépenses éligibles, procédures...) dans l'appel à projet sur la [page de la mesure 205](#)



**POUR INFO** : autre mesure destinée à l'irrigation, mais accessible uniquement aux **associations d'irrigants et aux collectivités**

## AIDE AUX INVESTISSEMENTS POUR L'IRRIGATION AGRICOLE SUR LES TERRITOIRES (MESURE 206)



Cette mesure ne concerne **que les associations d'irrigants** regroupés en associations (libres ou autorisées : ASL et ASA) et les **collectivités**. Mesure présentant 2 volets :

- Les projets d'amélioration de l'existant (sans augmentation de surfaces irriguées)
- Le développement de l'irrigation (avec augmentation des surfaces irriguées)

Conditions d'éligibilité spécifiques à chaque type d'investissement : [voir détails dans l'appel à projet](#).

- **Plafond** : aucun (mais si objectif prévu non rempli, réduction possible de la subvention accordée)
- **Plancher** : 5 000 € HT de dépenses
- **Taux de subvention** : 70% avec modulation possible de +10% pour les projets de type « A » sur les territoires prioritaires SDAGE et visant « d'atteindre et de préserver l'équilibre quantitatif »



➔ **Plus d'infos** (dépenses éligibles, procédures...) dans l'appel à projet sur la [page de la mesure 206](#)



# Aide à l'installation : DJA



**LES AIDES A L'INSTALLATION** sont désormais gérées par la Région AuRA ; cela concerne notamment l'accès à la Dotation Jeunes Agriculteurs. Cette aide est complémentaire et cumulable avec l'ACJA (*aide dé耦plée du 1<sup>er</sup> pilier PAC : cf page 3*).



## **INSTALLATION AVEC LA DOTATION JEUNES AGRICULTEURS (DJA) (MESURE 101)**



Aide visant à apporter aux porteurs de projets d'installation agricole une aide à la trésorerie au démarrage de leur activité, afin de faciliter leur installation. Accessible pour les installations à titre principale, secondaire ou progressive (non accessible aux projets d'installation en tant que cotisant solidaire, aux projets équins ou aquacoles).

### **BENEFICIAIRE & CONDITIONS SPECIFIQUES**



#### ✓ **Demandeur :**

- Etre âgé de plus de 18 ans et de moins de 40 ans
- Etre chef d'exploitation à la MSA au moment de la constatation de l'installation
- Détenir un diplôme a minima de niveau 4 (ou équivalent)
- Avoir un Plan de Professionnalisation Personnalisé (PPP) validé (ou par dérogation, un PPP agréé)
- Ne pas avoir déjà bénéficié de la DJA ou ne pas s'être déjà installé
- Pour les personnes pré-installées (en individuel ou en société), avoir un revenu disponible agricole (RDA) inférieur à 1 SMIC annuel (si Installation à Titre Principal) ou à 0,5 SMIC (si Installation à Titre Secondaire) sur chacune des trois dernières années.
- Dérogations possibles pour le niveau de diplôme ou le PPP (au cas par cas, avec arbitrage par la Région) ; dérogation à obtenir avant la demande de DJA.



#### ✓ **Projet :**

- Installation devant être faite en Région Auvergne-Rhône-Alpes.
- Fournir un plan d'entreprise qui prévoit de dégager au bout de 4 ans un RDA supérieur ou égal à 1 SMIC (si ITP) ou à 0,5 SMIC (si ITS). Pour les installations progressives, prévoir de dégager 0,5 SMIC au bout de 2 ans et 1 SMIC au bout de 4 ans.
- Fournir une analyse de la durabilité du projet d'installation, à annexer au plan d'entreprise ([formulaire](#) accessible sur le site de la Région).
- Pour les installations sociétaires, l'objet de la société doit être agricole ; le bénéficiaire doit détenir au moins 10% des parts sociales et détenir le statut de gérant.

### **MONTANTS & MODALITES**

#### ■ **Montants de base :**



Zone	DJA de base
Plaine	16 000 €
Défavorisée	24 000 €
Montagne	32 000 €



DJA majorée si installation avec CONVERSION bio
22 000 €
30 000 €
38 000 €

(Détail des critères de modulation : voir page suivante)

.../...



# Aide à l'installation : DJA (suite)

.../...

## Détails des modulations :



Critères de modulation	Montant supplémentaire
Démarche de progrès dont <b>CONVERSION à l'AB</b>	+ 6 000 €
Expérience et formation	+ 6 000 €
Investissements :	
Entre 100 et 200 K€ inclus	+ 6 000 €
Entre 200 et 300 K€ inclus	+ 9 000 €
Plus de 300 K€	+ 12 000 €

- ✓ Modulations cumulables entre elles dans la limite d'une **DJA totale de 56 000 €**
- ✓ Montant total de la DJA divisé par 2 si Installation à Titre Secondaire
- ✓ Modulation « Démarche de progrès » :
  - Uniquement si la démarche n'a pas commencé avant la demande de DJA
  - Concerne les **nouveaux engagements** en SIQO (dont Bio), HVE, Bas carbone, MAEC, GIEE, groupe 30 000, groupe DEPHY, installation de 70 ruches
- ✓ Modulation « Expérience & formation » pour les formations supérieure agricoles ou si expérience salariée (ou en test) agricole pendant au moins 24 mois, au moins à mi-temps.
- ✗ Pas de bonification si installation sur une ferme déjà en bio, mais cela donne des points pour la sélection des dossiers (9 pts si démarche de progrès [dont AB] déjà en place à l'installation – note éliminatoire : 75/100)

## VERSEMENTS & ENGAGEMENTS



- ✓ **Délais :**
  - Installation devant avoir lieu dans les 12 mois qui suivent l'attribution de la DJA, et dans les 36 mois qui suivent la validation du PPP
  - Réalisation du plan d'entreprise dans les 4 ans qui suivent l'installation
  - Acompte à demander dans les 14 mois qui suivent l'attribution de la DJA, sur présentation d'un « Certificat de constatation d'installation »
  - Solde à demander au bout de 4 ans, après vérification des engagements (toujours installé, être chef d'exploitation, réalisation du plan d'entreprise, réalisation de l'entretien de suivi à mi-parcours...)



- ✓ **A prévoir :**
  - Modifications du projet au cours des 4 premières années d'installation à signaler à la Région (changement de siège d'exploitation, de statut juridique, d'affiliation à la MSA, d'associés...)
  - Réalisation d'un entretien de suivi avec une structure de conseil et d'accompagnement, pour analyser a minima les 2 premières années du plan d'entreprise (compte-rendu à joindre à la demande de solde)



➔ **Plus d'infos** (formulaires, procédures...) dans l'appel à projet sur la [page de la mesure 101](#)



# MAEC forfaitaires



**LES MAEC<sup>1</sup> FORFAITAIRES** sont gérées par la Région AuRA. Il s'agit d'une aide forfaitaire, accessible aux agriculteurs actifs dont le siège social est en AuRA, sur la base d'un engagement volontaire de 5 ans, visant à soutenir la transition agro-écologique des exploitations agricoles du territoire régional, selon 3 modalités possibles :

- ✓ **Transition Carbone** : réduction de -15% du bilan carbone net de la ferme
- ✓ **Transition Stratégie phytosanitaire** : réduction de -30% de l'IFT<sup>2</sup> de la ferme (herbicides et hors herbicides)
- ✓ **Transition Autonomie Protéique** : Amélioration de l'autonomie protéique en élevage (avec amélioration d'au moins 2 leviers sur 4 : surface fourragère protéique / pâturage / part de concentrés autoproduits / moindre achat de matières protéiques)

## MONTANTS & MODALITES :



- ✓ Montant forfaitaire de 18 000 € / ferme (montant total max pour les 5 ans)
- ✓ Obligations de moyens : accompagnement par une structure (habilitée) pour :
  - Réaliser 2 diagnostics : 1 initial et 1 final (au bout de 5 ans)
  - Elaborer et mettre en œuvre un plan d'actions (personnalisé)
  - Enregistrer les pratiques
  - Réaliser au moins 2 demi-journées de suivi au cours des 5 ans, par la structure d'accompagnement choisie (habilitée par la Région)
- ✓ Obligation de résultats : versement du solde intégral du montant forfaitaire après vérification de l'obtention des résultats attendus sur la ferme, suivant la modalité de transition choisie (paiement en 2 ou 3 fois possible).
- ✓ Pas de cumul possible sur la ferme avec la CAB ou avec une MAEC Système
- ✓ Pour l'option « transition Carbone », interdiction de valoriser les -15% du bilan net sur le marché du carbone.



## METHODE :



- ✓ Choix par l'exploitant de la structure d'accompagnement dans une liste de structures habilitées (*habilitation des structures en cours*)
- ✓ Liste de méthodes reconnues (à mettre en œuvre par les structures habilitées) dont :
  - Méthode du Label Bas Carbone national
  - Diagnostic agro-écologique global en plus du calcul IFT<sup>2</sup> de la ferme
  - Diagnostic DEVAUTOP obligatoire (compléments par d'autres outils : facultatifs)

## CALENDRIER :



- ✓ Habilitation des structures d'accompagnement : courant du 1<sup>er</sup> semestre 2023
- ✓ MAEC forfaitaires à engager en 2023 et 2024 : ouverture des 3 modalités de la mesure prévues au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2023



- ➔ **Plus d'infos** à venir sur toutes ces MAEC Forfaitaires via la [rubrique « Aides » du site de la Région AuRA](#) : Clefs de tri : « Zoom sur : **FEADER** » & « Domaine d'activité : **agriculture** »



1 : MAEC : Mesure Agro-Environnementale et Climatique  
2 : IFT : Indice de Fréquence de Traitement

# Crédit d'impôt Bio



LE CREDIT D'IMPOT EN FAVEUR DE L'AGRICULTURE BIOLOGIQUE (CI-Bio) est un **dispositif national**, prévu jusqu'à l'exercice fiscal 2025 inclus. Placé sous le régime des aides de *minimis* agricoles (voir encart en annexe, en fin de document), ce dispositif est cumulable avec l'aide à la Conversion bio (CAB) dans la limite d'un total de 4 000 € pour les revenus 2022, et de 5 000 € à partir des revenus de 2023. Il vise donc plutôt les petites exploitations certifiées touchant peu ou pas d'aides bio surfaciques. Le CI-Bio est cumulable avec l'écorégime « bio » de la PAC.



## MONTANTS & MODALITES :

- ✓ Jusqu'aux revenus 2022 (déclaration de 2023), montant max. de **3 500 € / ferme / an**, dans la limite d'un cumul avec la CAB de 4 000 €.
- ✓ A partir des revenus 2023 inclus (déclaration de 2024), montant max. de **4 500 € par ferme et par an**, dans la limite d'un cumul avec la CAB de 5 000 €.
- ✓ Si le cumul du crédit d'impôt bio + CAB excède 4 000 € (ou 5 000€ à partir de 2023), le CI-Bio est écrêté d'autant.
- ✓ Application de la **transparence GAEC dans la limite de 4 associés**, à la fois au montant du CI-Bio et au montant maximal de cumul autorisé avec la CAB.
- ✓ **Plafonnement** : le CI-Bio étant sous le régime des aides de *minimis* agricoles (voir encart en fin de document), il ne peut être demandé que dans le respect du plafond de 20 000 € d'aides de *minimis* agricoles par exploitation (tous dispositifs de *minimis* agricoles confondus), calculé sur 3 exercices consécutifs glissants.
- ✓ Le CI-Bio n'est pas cumulable avec le crédit d'impôt « zéro glyphosate » (pour plus de détails, voir focus « Règles de cumul » de la fiche transversale : page 17)



## CRITERES D'ELIGIBILITE :



- ✓ Fermes dont **40% minimum des recettes agricoles annuelles** proviennent d'activités certifiées bio (les producteurs en 1<sup>ère</sup> année de conversion ne sont pas éligibles).
- ✓ Pour les doubles actifs, le CI-Bio se calcule et ne s'applique que **sur la part agricole du chiffre d'affaires**.
- ✓ Le CI-Bio s'applique sur le **revenu professionnel agricole** ; il est donc accessible aux producteurs bio sous réserve que l'activité agricole soit bien identifiée comme étant professionnelle, qu'ils soient imposables ou non, et quel que soit leur régime fiscal.



## CALENDRIER :



- ✓ Demande à faire dans le cadre de la déclaration d'impôt annuelle
- ✓ Formulaire spécifique **n°2079 - Bio-SD** (prendre le millésime de l'année de déclaration) : à remplir et à joindre à la déclaration d'impôt sur le revenu. Le montant du CI-Bio est aussi à reporter dans la case prévue à cet effet dans le formulaire de déclaration récapitulatif **n°2069-RCI-SD**, accompagné :
  - Pour les entreprises individuelles, du formulaire n°2042C-PRO
  - Pour les entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés, du relevé de solde n°2572



- ✓ **Remarque** : En cas d'oubli, il est possible de **demande rétroactivement** le CI-Bio sur les 2 exercices précédents, sous réserve d'éligibilité au CI-Bio sur ces exercices (40% mini de recettes bio ; cumul aides bio+CI-Bio < 4 000 €) dans le respect du plafond de 20 000 € d'aides de *minimis* agricoles sur ces 3 exercices glissants.



- ➔ Accès au formulaire spécifique à partir du [site des services des impôts](#)
- ➔ Descriptif du dispositif dans [l'article 244 quater L](#) du Code Général des Impôts

# Crédit d'impôt « zéro glyphosate »



LE CREDIT D'IMPOT « ZERO GLYPHOSATE » est un **dispositif national**, instauré par la loi de finances de 2021, mis à jour et portant sur les exercices fiscaux de 2021 à 2023 inclus. C'est actuellement une aide d'Etat, visant à accompagner l'abandon du glyphosate en grandes cultures et cultures pérennes. Ce dispositif n'est pas cumulable ni avec le Crédit d'Impôt Bio (CI-Bio), ni avec le crédit d'impôt HVE ; il est en revanche cumulable avec l'ensemble des aides de la PAC.



## MONTANTS & MODALITES :

- ✓ Montant forfaitaire de **2 500 € / ferme / an**
- ✓ Application de la **transparence GAEC dans la limite de 4 associés**.

## CRITERES D'ELIGIBILITE :

- ✓ Fermes dont les productions principales relèvent des grandes cultures et/ou des cultures pérennes (sauf pépinières, taillis à courte rotation, surfaces en jachère ou sous serres). Les fermes d'élevage exerçant une part significative de leur activité en grandes cultures et/ou cultures pérennes sont également éligibles.
- ✓ Ne pas avoir utilisé de produits phytosanitaires contenant du glyphosate au cours des années 2021 à 2023 ; le crédit d'impôt « zéro glyphosate » est accessible au titre de chacune des années pendant lesquelles ces produits n'ont pas été utilisés.



- ✓ Les fermes 100% bio (certifiées ou en conversion) sont éligibles à ce crédit d'impôt « zéro glyphosate ». Seul le cumul avec CI-Bio est interdit  
(pour plus de détails, voir focus « Règles de cumul » de la fiche transversale : page 17)



- ✓ Pour les campagnes 2022 et 2023, le crédit d'impôt « zéro glyphosate » est susceptible de passer sous régime de *minimis* agricole (voir encart ci-dessous) : arbitrage en cours.

## CALENDRIER :



- ✓ Demande à faire dans le cadre de la déclaration d'impôt annuelle
- ✓ Montant à indiquer dans la case prévue à cet effet du formulaire de déclaration récapitulatif **n°2069-RCI-SD**, (rubrique « Créances non reportables et restituables au titre de l'exercice ou de l'année »), sans autre formulaire spécifique, et à renvoyer par voie électronique depuis l'espace professionnel sur [www.impots.gouv.fr](http://www.impots.gouv.fr)



- ➔ Accès au **formulaire récapitulatif** à partir du [site des services des impôts](http://www.impots.gouv.fr)
- ➔ **Descriptif** du dispositif dans [l'article 140](#) de la Loi de Finances 2021 (remis à jour au 01/01/2023)



## ANNEXE : Les aides « de minimis agricoles » : kékako ?...

Le cadre des aides dites « de minimis » pour la production agricole est un type d'aide publique agricole dérogatoire par rapport aux aides européennes qui relèvent habituellement de la PAC. Ce cadre limite le montant cumulé de toutes les aides de type de minimis à **20 000 € sur 3 exercices consécutifs** (plafond réévalué depuis avril 2019). Il faut donc tenir compte des aides de minimis agricoles déjà perçues au cours de l'année et sur les 2 années précédentes, et notamment les mentionner dans le formulaire de demande du CI-Bio (cf attestation en p.5 du formulaire 2023).

Toutes les aides de minimis doivent être identifiées comme telles par l'organisme payeur, avec mention du caractère « de minimis » de l'aide et citation explicite du texte européen de référence. Pour la production primaire agricole, le texte de référence est le [Règlement \(UE\) 1408/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 modifié](#) par le règlement (UE) n°2019/2316 de la Commission du 21/02/2019. En l'absence de toute référence explicite au régime « de minimis agricole », une aide octroyée n'est donc pas considérée comme une aide de minimis. Ainsi le CI-Bio est une aide soumise aux règles de minimis agricoles, **mais** le crédit d'impôt « zéro glyphosate » ne l'est pas.





**LES PRODUCTEURS BIO OU EN CONVERSION** peuvent prétendre à plusieurs dispositifs de soutien à la fois (relevant de la PAC ou non). Certains sont cumulables entre eux sans réserve, d'autres le sont sous conditions. Le focus ci-dessous présente les articulations possibles (ou interdites) entre les principaux dispositifs susceptibles d'être souscrits par les producteurs engagés en agriculture biologique (certifiés ou en conversion) et leurs règles de cumul (permis ou non).



**PRECISION :** Les règles de cumul / non cumul indiquées ci-dessous concernent les **fermes engagées sur toutes leurs surfaces en agriculture biologique** (qu'elles soient certifiées en en conversion).



**Règles de cumul / non cumul sur les fermes 100% bio (et/ou en conversion) :**

	Ecorégime bio	CAB	CI-Bio*	CI « zéro glyphosate »*	MAEC localisée
Eco-régime bio	////////	Oui (1)	Oui	Oui (4)	Oui
CAB	Oui (1)	////////	Oui (2)	Oui	Oui (3)
CI-bio*	Oui	Oui (2)	////////	<b>NON</b>	Oui
CI « zéro glyphosate »*	Oui (4)	Oui	<b>NON</b>	////////	Oui
MAEC localisée	Oui	Oui (3)	Oui	Oui	////////
MAEC système	Oui	<b>NON</b>	Oui	Oui	<b>NON</b>

\* CI : Crédit d'Impôt (voir fiche dédiée aux dispositifs fiscaux : pages 15 et 16)



- (1) Oui uniquement si la totalité de la SAU est en bio ou en conversion, mais n'est pas engagée en contrat CAB
- (2) Dans la limite d'un total CAB+CI-Bio < à 4 000 € pour revenus 2022 (déclaration de 2023)  
ou < à 5 000 € pour revenus 2023 (déclaration de 2024)
- (3) Uniquement pour certaines MAEC localisées : monogastriques, création de couverts, espèces
- (4) Les producteurs 100% bio ou conversion bio ne bénéficiant pas du CI-Bio sont éligibles au CI « zéro glyphosate ».



**Rappels :** Si vous bénéficiez de l'aide CAB sur la totalité de votre exploitation, vous ne pourrez pas accéder à l'éco-régime « bio » (à 110€/ha) par la voie de la certification AB. Même chose si la totalité de votre SAU n'est pas 100% bio ou en conversion (pas d'accès à l'éco-régime « bio »). En revanche, vous pourrez bénéficier de l'éco-régime par les autres voies (pratiques, certification CE2+ ou HVE, infrastructures agro-écologiques) si votre ferme remplit les critères, avec paiement correspondant aux seuils atteints (à 60 ou 80 €/ha).



➔ **Une question ?** N'hésitez pas à consulter la **Foire aux Questions** du Ministère de l'Agriculture, qui est régulièrement remise à jour et complétée ; elle couvre l'ensemble des mesures de la PAC 2023 et leurs conditions d'accès (n'hésitez à consulter les différents onglets).

